



Extrait du ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE

<http://pouruneconstituante.fr/spip.php?article566>

Espagne : mais enfin, de quoi s'agit-il ?

- Communiqués-Actualité-Soutiens - Actualité -



Date de mise en ligne : mardi 12 juin 2012

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Chaque jour apporte son lot de mauvaises nouvelles dans l'union européenne. Aujourd'hui, c'est l'Espagne qui est en cause. Mais les responsables de Bruxelles n'en finissent pas d'être optimistes et surtout de continuer à imposer leurs recettes.

En illustration, le tonneau des Danaïdes

L'Espagne a donc lancé un appel à l'aide européenne pour ses banques ; on parle de cent milliards d'euros, scénario devenu, paraît-il, inévitable face à l'aggravation de la dette. Ce sera le quatrième plan de la sorte après la Grèce, l'Irlande et le Portugal. C'est ce qu'a annoncé le ministre de l'Économie Luis de Guindos, affirmant qu'en échange, il n'y aurait « aucune condition de réformes économiques hors du domaine du secteur financier ». Cynisme ou naïveté ?

Ce nouveau naufrage pose de façon aiguë la question de l'avenir des pays européens, de leurs démocraties et de leurs situations sociales.

« Cela n'a rien à voir avec un sauvetage »

La première question posée est celle du mensonge érigé en mode de gouvernement permanent.

« Cela n'a rien à voir avec un sauvetage...Les conditions seront imposées aux banques, pas à la société espagnole », a déclaré le ministre qui, dans le même temps, explique que cette aide serait considérée comme de "la dette publique" espagnole, qui va donc augmenter, et "devra absolument être remboursée". Par qui ? Et qui sauvera qui ?

Mensonge d'ailleurs largement partagé lorsqu'on se rappelle les discours enthousiastes prononcés depuis des années sur les performances exceptionnelles de l'économie espagnole. La « quatrième économie de la zone euro », artificiellement dynamisée par un secteur immobilier largement virtuel, destructeur de l'environnement et soumis à des intérêts souvent opaques, était présentée comme un modèle ne tolérant aucune contestation. Pour la droite, l'économie avait de bonnes performances ; pour la gauche, le pouvoir restait aux mains d'un Zapatero présenté comme le nouveau référent. L'essentiel n'est-il pas de gagner ?

Et maintenant ?

Ces brillantes performances d'un système fondé sur la disparition de la puissance publique et de la souveraineté populaire au profit d'une dynamique des marchés et d'une construction européenne sans contrôle ont conduit en réalité à un taux de chômage record de presque 25 %. Alors même qu'une sévère cure d'austérité destinée à réduire son déficit public a eu lieu cette année, voilà que s'annonce un nouveau traitement de choc.

Mais la question de savoir qui paiera se conjugue avec celle de savoir qui conduira les affaires publiques. Car chaque nouvelle crise s'accompagne d'un affaiblissement du rôle des citoyens dans la conduite des affaires publiques. Bien plus, elle se conjugue avec cette avancée vers ce fameux « fédéralisme » qui n'est que la cache

sexe de la disparition officielle du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Il faut dire une fois de plus que les « sacrifices » imposés aux peuples demandent à être soumis à la seule volonté de ceux-ci, que l'éventuelle dilution des peuples dans tel ou tel ensemble ne peut être faite sans leur aval, que c'est pourquoi l'objectif d'élire des Assemblées constituantes dans les pays concernés est à l'ordre du jour.